



LES FEMMES LEADERS ABORDENT LES QUESTIONS RELATIVES AUX PRODUITS CHIMIQUES ET AUX DÉCHETS

Juin 2022

Soutenu par:





LES FEMMES LEADERS ABORDENT LES QUESTIONS RELATIVES AUX PRODUITS CHIMIQUES ET AUX DÉCHETS

JUIN 2022



IPEN est un réseau de plus de 600 organisations non gouvernementales œuvrant dans plus de 120 pays pour réduire et éliminer les dommages causés à la santé humaine et à l'environnement par les produits chimiques toxiques.

www.ipen.org

© 2022. International Pollutants Elimination Network (IPEN). Tous droits réservés.

Auteur : Ginger Hervey

Équipe de production de l'IPEN : Tiffany Tool, Tripti Arora, Charles Margulis, Tim Warner, Betty Wahlund

Ce rapport a été élaboré dans le cadre du projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ID: 9771 sur les meilleures pratiques mondiales concernant les questions de politique générale en matière de politique chimique dans le cadre de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM), exécuté par le Secrétariat de la SAICM. Il a été produit avec le cofinancement du gouvernement suédois. Bien que ce rapport ait été produit avec l'aide du Fonds pour l'environnement mondial, de l'ONU Environnement et du gouvernement suédois, ces derniers ne partagent pas nécessairement les opinions et interprétations qui y sont exprimées, et la responsabilité du contenu incombe entièrement à l'IPEN.

www.ipen.org • ipen@ipen.org • [@ToxicsFree](https://www.instagram.com/ToxicsFree)

SOMMAIRE



Oruba Al-Refa'i, Jordanie..... 4
 Organisation: Hands for Environment
 and Sustainable Development



Gohar Khojayan, Armenie..... 24
 Organisation: Armenian Women
 for Health & Healthy Environment
 (AWHHE)



Diene Maimouna Ndeye, Sénégal..... 8
 Organisation: Pesticide Action Network
 (PAN) Africa



Vi Waghiyi, Etats-unis..... 28
 Organisation: Alaska Community Action
 on Toxics (ACAT)



Women of CADPI/
 Wangki Tangni, Nicaragua
12
 Organisation: Centre for
 Autonomy and Development
 of Indigenous Peoples
 (CADPI)



Aiwerasia Vera Ngowi, Tanzanie..... 32
 Organisation: Tanzania Association of
 Public, Occupational and Environmental
 Health Experts (TAPOHE)



Helen Lynn, Royaume-uni 36
 Organisation: Alliance For Cancer
 Prevention



Kwon Young Eun, Corée 16
 Organisation: Supporters for Health
 and Rights of People in Semiconductor
 Industry (SHARPS)



Teachers of Serbia's
 Eco-Schools, Serbie40



Siddika Sultana, Bangladesh.....20
 Organisation: Environment and Social
 Development Organisation (ESDO)



Organisation: Environmental
 Ambassadors for Sustainable
 Development (EASD)



ORUBA AL-REFA'I, JORDANIE

ORGANISATION: HANDS FOR ENVIRONMENT AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT

En 2014, Oruba Al-Refa'i prenait un bain lorsqu'elle a senti une petite boule dans son sein.

Elle n'avait que 24 ans et venait de se marier. « Je ne m'attendais pas à ce que ce soit un cancer », a-t-elle déclaré. « J'étais très jeune et je n'ai pas d'antécédents de cancer du sein dans ma famille. »

Mais lorsqu'elle s'est rendue dans un centre de cancérologie à Amman, on lui a effectivement diagnostiqué une tumeur cancéreuse. Les médecins n'ont pas voulu spéculer sur ce qui aurait pu la causer, mais comme il n'y avait pas de facteur génétique, elle a dit que cela a sans doute été causé par quelque chose dans son environnement.

« Cela a été une prise de conscience personnelle qui l'a poussée à être plus saine et à faire des recherches sur les effets des polluants sur la santé humaine », a-t-elle déclaré.

Elle avait étudié le génie civil à l'université et avait reçu des cours de tronc commun sur les polluants environnementaux. Mais elle voulait en savoir plus.

En 2016, un an après avoir commencé la radiothérapie, elle a commencé à faire du bénévolat auprès d'une ONG environnementale. En 2017, elle a fait partie d'une équipe représentant la Jordanie à la convention de Stockholm des Nations unies sur les polluants organiques persistants (POP).

Mais elle voulait se concentrer davantage sur la façon dont les femmes et les enfants sont exposés aux produits chimiques. Elle a constaté que la plupart des organisations environnementales du pays s'intéressaient plus largement aux questions de durabilité, ou ne s'intéressaient pas spécifiquement aux femmes.

C'est ainsi qu'en 2019, elle a lancé sa propre association à but non lucratif, Hands for Environment and Sustainable Development. Sa mission est de sensibiliser sur les substances chimiques toxiques contenus dans les produits utilisés quotidiennement par les femmes et les enfants, et de proposer des solutions ou des alternatives plus sûres.

Jusqu'à présent, elle s'est concentrée sur les substances dangereuses contenues dans les jouets, ainsi que dans les produits de maquillage et la poudre de talc, que de nombreuses femmes en Jordanie et dans tout le Moyen-Orient utilisent comme poudre pour bébé ou dans leur propre routine d'hygiène, en la mettant entre leurs jambes ou sous les aisselles pour garder la peau sèche et réduire les éruptions cutanées. Les défenseurs des consommateurs s'inquiètent depuis des décennies du fait que le principal ingrédient de cette poudre, le talc, un minéral naturel, peut contenir des traces d'amiante, un agent cancérigène.

Johnson & Johnson, le principal fabricant du produit, fait face à des milliers de poursuites judiciaires aux États-Unis, principalement de la part de patientes alléguant que la poudre a causé le cancer de l'ovaire. En juillet 2021, la société a annoncé qu'elle mettait fin aux ventes des poudres pour bébé à base de talc en Amérique du Nord, mais qu'elle continuerait à commercialiser ces produits ailleurs dans le monde..

« Beaucoup de gens [en Jordanie] n'ont pas entendu parler de la bataille qui se déroule aux États-Unis et au Canada », a déclaré Mme Oruba. En 2020, elle a organisé en Jordanie une conférence sur « La poudre contenant du talc et les impacts sur la santé des femmes », la première à se tenir dans le pays sur ce thème. Elle a invité des représentants du



gouvernement, des professionnels de la santé et des experts en produits chimiques pour discuter du sujet, et a distribué une alternative de la poudre au talc faite maison à base de féculé de maïs.

« Cela a eu un impact énorme », a-t-elle déclaré.

« Hands » se concentre sur la sensibilisation des femmes vivant dans des zones socio-économiques défavorisées aux produits chimiques toxiques. Mme Oruba organise des ateliers dans plusieurs villes du pays et explique que de nombreuses femmes qu'elle rencontre sont choquées d'apprendre que les jouets pour enfants pourraient contenir des substances toxiques.

« Elles pensaient que le gouvernement prenait en charge et testait tout », a-t-elle déclaré.



« Ce qui n'est pas vrai. Aucun gouvernement au monde ne peut tout tester. » Une partie des ateliers vise à enseigner aux femmes comment elles peuvent elles-mêmes déterminer si les produits sont sains ou non.

Le fait d'être une femme est un avantage dans ces contextes, a-t-elle déclaré, car elle est en mesure d'accéder à des communautés plus conservatrices et d'avoir des conversations

franches. De jeunes femmes lui ont dit qu'elles savaient que leurs produits de maquillage pourraient contenir des substances chimiques toxiques, mais qu'elles les utilisaient quand même, sous la pression intense des médias sociaux pour être belles. Le fait d'être une femme lui permet également d'aborder des sujets « qui sont très personnels et très privés, comme l'utilisation de la poudre contenant du talc entre les cuisses ».

« CELA A ÉTÉ UNE PRISE DE CONSCIENCE PERSONNELLE QUI L'A POUSSÉE À ÊTRE PLUS SAIN ET À FAIRE DES RECHERCHES SUR LES EFFETS DES POLLUANTS SUR LA SANTÉ HUMAINE », A-T-ELLE DÉCLARÉ.

« Je ne pourrais pas imaginer un homme jordanien parler de ça à des femmes », dit-elle en riant. « Il ne s'en sortirait pas vivant. Ce seraient ses derniers mots. »

Pour l'avenir, elle veut travailler avec le gouvernement jordanien pour faire adopter des lois et renforcer les normes

sur la limitation des substances chimiques toxiques dans plusieurs produits. Elle espère également organiser une conférence conjointement avec les centres anticancéreux de Jordanie sur les produits qui peuvent augmenter le risque de cancer, avec d'autres femmes qui ont survécu à un cancer du sein.

Elle a terminé son hormonothérapie en 2019, et n'a plus de cancer depuis. Pour sa propre routine d'hygiène et celle de ses trois enfants, elle évite les produits tels que la poudre contenant du talc et les shampoings qui peuvent contenir des substances toxiques.

En apprendre davantage sur les substances chimiques contenus dans les produits et poursuivre son travail de plaidoyer avec Hands « fait du bien sur le plan personnel et sur le plan professionnel », a-t-elle déclaré. « Comme si j'accomplissais quelque chose dans ma communauté. » ■





DIENE MAIMOUNA NDEYE, SÉNÉGAL

ORGANISATION: PESTICIDE ACTION NETWORK (PAN) AFRICA

Dans la banlieue de Louga, la ville du nord-ouest du Sénégal où Diene Maimouna Ndeye a grandi, il y avait une usine, exploitée par la société agrochimique Industrial and Agricultural Products Company (SPIA en français).

Le Sénégal, comme la plupart des pays africains, ne fabrique pas ses propres pesticides. Mais la SPIA et d'autres importent les ingrédients actifs et les reformulent sur place : l'usine près de Louga produit de la bêta-cyfluthrine, de la cyfluthrine et du fénitrothion, qui sont largement utilisés sur les cultures et aussi comme insecticides domestiques.

L'agriculture était une industrie dominante dans la région, et Maimouna n'a pas réalisé en grandissant à quel point les pratiques agricoles avaient changé radicalement au cours des dernières générations. Plutôt que de s'appuyer sur des méthodes traditionnelles et naturelles de prévention des ravageurs, la plupart des agriculteurs utilisaient désormais ces pesticides synthétiques – qui étaient relativement très coûteux – en pensant qu'ils étaient le meilleur moyen de garantir la santé et la productivité de leurs cultures.

Son père travaillait dans le domaine de l'agriculture, en tant qu'agent technique pour une direction régionale du ministère de l'Agriculture dans la communauté de Louga, et, enfant, elle avait l'habitude de l'accompagner dans les fermes. Il portait toujours un masque lors de ces visites, ce qu'elle trouvait étrange à l'époque.

Ce n'est que lorsqu'elle a grandi qu'elle a compris pourquoi.

À l'université, la chimie est devenue sa passion, et elle a rejoint de nombreux mouvements de lutte contre la pollution. Son éducation formelle à l'université a été complétée par une connaissance publique de plus en plus répandue des dangers liés aux pesticides, en particulier des pesticides extrêmement dangereux (PED), en provenance des pays occidentaux où ils sont interdits mais sont parfois exportés vers l'Afrique et dans d'autres régions en développement.

À sa grande stupéfaction, l'analyse scientifique de l'air, de l'eau et du sol autour de sa ville natale a confirmé que la région est très polluée, à cause de l'usine SPIA.

La bêta-cyfluthrine, la cyfluthrine et le fénitrothion, les substances produites par l'usine, sont toutes répertoriées comme des pesticides extrêmement dangereux (PED) par PAN International. Un rapport de l'ONU sur Louga datant de 2002 a révélé que pendant la période de production de l'usine « l'ampleur de la pollution est très élevée... pendant cette période, de fortes odeurs nauséabondes sont ressenties dans la ville. Ces odeurs incommodes les populations locales, qui se plaignent souvent de problèmes respiratoires ». Le rapport a noté que malgré son classement « dans la catégorie des entreprises dangereuses, peu pratiques et malsaines » en raison de sa production de PED, la SPIA n'a même pas utilisé de filtre pour les émissions toxiques provenant de l'usine.

« C'était très terrible pour nous », a-t-elle déclaré. « J'ai passé plus de 25 ans dans cette région... et nous ne savions pas que nous étions exposés à ces produits chimiques reformulés... et complètement ignorants de leurs effets. »



La communauté s'est organisée, a dénoncé l'entreprise et a essayé de mettre en place des changements. Maimouna pense que l'usine SPIA devrait être fermée. Mais jusqu'à présent, l'État n'a pas pris de mesures et l'entreprise n'a pas assaini ses pratiques. Elle est maintenant membre d'une commission gouvernementale qui approuve les autorisations de pesticides, et chaque fois que SPIA fait une demande, elle fait pression contre elle.

« C'est un combat personnel pour moi maintenant », a-t-elle déclaré.

L'un de ses mentors à l'université, le professeur Abou THIAM, l'a mise en contact avec Pesticides Action Network (PAN) Afrique alors qu'elle avait quitté l'école depuis quelques années.

Elle a passé les 12 dernières années à PAN, et son objectif est d'éliminer l'utilisation des pesticides extrêmement dangereux au Sénégal et en Afrique.

Son rôle à PAN est de mener des recherches et de plaider ensuite pour que le gouvernement fasse des choix politiques éclairés sur la base de ces recherches. Elle a visité des fermes où les femmes travaillent aux côtés des hommes dans les champs en utilisant des pesticides sans les équipements appropriés - parfois avec des enfants sur le dos.

« Je regrette vraiment que les gens pensent que les hommes sont ceux qui sont les plus exposés dans l'agriculture », a-t-elle déclaré. « Les femmes sont vraiment exposées. »

Elle souligne qu'en plus de travailler parfois dans les champs, les femmes lavent

généralement les vêtements que les hommes portaient lorsqu'ils utilisaient les produits, ce qui signifie qu'elles sont exposées à travers plusieurs voies. Elle a entendu de nombreuses histoires concernant les femmes qui travaillent avec des pesticides comme par exemples de fausses couches ou des enfants nés avec des malformations.

« Ces pesticides sont à l'origine de tant de problèmes dans les communautés », a-t-elle déclaré. En plus d'une réglementation plus stricte des produits autorisés dans le pays, elle souhaite promouvoir une meilleure éducation sur la manière de les utiliser en toute sécurité, et encourager les alternatives naturelles aux insecticides lorsque cela est possible.

« Ces pesticides ont été la cause de tant de problèmes dans les communautés », a-t-elle déclaré. « Nous devrions cesser de les utiliser et promouvoir l'agroécologie à leur place, pour préserver notre santé. »

Elle a rencontré des difficultés dans son travail à cause de son sexe, notamment en ayant du mal à convaincre les hommes des dangers que représentent les pesticides. Elle a également du mal à concilier les exigences de son travail avec sa famille, notamment les voyages internationaux pour représenter PAN dans les négociations des conventions de l'ONU sur les produits chimiques.

Elle se souvient de la première fois où elle a dû voyager à l'étranger, cinq mois seulement après la naissance de son premier enfant.

« C'était difficile pour mon enfant, pour moi-même et pour mon mari. Il m'arrivait d'aller aux toilettes juste pour pleurer » raconte-t-elle.

**« C'EST UN COMBAT
PERSONNEL POUR MOI
MAINTENANT », A-T-
ELLE DÉCLARÉ.**



Mais l'héritage de son mentor, et l'importance de son travail, lui permettent de rester motivée.

« J'ai vu le professeur Abou THIAM, qui a donné toute sa vie pour lutter contre l'utilisation des pesticides. Et quand il a décidé de partir, je me souviens qu'il m'a dit : « tu es l'avenir », a -t- elle dit.

« Parfois, c'est difficile. Mais si le professeur Abou THIAM pense que je suis l'avenir, alors je dois le faire. Je dois atteindre mes objectifs. » ■





FEMMES DE CADPI/WANGKI TANGNI, NICARAGUA

ORGANISATION: CENTRO PARA LA AUTONOMÍA Y DESARROLLO DE LOS PUEBLOS INDÍGENAS (CENTRE POUR L'AUTONOMIE ET LE DÉVELOPPEMENT DES PEUPLES INDIGÈNES/CADPI)



Une grande partie du travail effectué par les femmes de l'organisation Wangki Tangni n'est pas du tout liée aux produits chimiques - du moins à première vue.

Cette organisation locale de femmes autochtones, basée dans la municipalité de Waspam, au nord du Nicaragua, a pour double objectif de donner aux femmes les moyens de vivre sans violence et de protéger la culture ancestrale et la santé des 115 communautés autochtones environnantes.

Mais comme le soulignent quatre des militantes de l'organisation - Naidira Leonidas Angas, Leduvina Guill Zamora, Dacia Zamora Selston et Vilma Washington Cruz - ces deux objectifs sont inextricablement liés à un mode de vie durable et à la protection des ressources naturelles.

« J'ai appris à connaître les polluants pendant mes études », a déclaré Dacia. Mais son véritable intérêt pour les questions liées aux produits chimiques a commencé « lorsque j'ai commencé à travailler dans l'organisation, à rendre visite aux femmes des communautés et à voir la situation à laquelle elles étaient confrontées chaque jour avec des polluants ».

La contamination de l'eau et des sources de nourriture autour des communautés indigènes est endémique. En grandissant, les femmes de Wangki Tangni se souviennent de l'esprit collectif de leur communauté soudée de Waspam, de la façon dont elles partageaient les repas en famille et écoutaient les personnes âgées raconter des histoires les nuits au clair de lune. Elles se souviennent également de l'importance accordée au respect des ressources partagées : les communautés

« faisaient des rondes pour le brûlage des parcelles; elles recherchaient et protégeaient les arbres mères, pour éviter de les abattre; elles savaient quels arbres étaient mâles et quels arbres étaient femelles et les traitaient différemment; elles connaissaient les meilleures heures pour brûler afin de ne pas contaminer », a déclaré Vilma.

Naidira se souvient que dans sa communauté, appelée Andris, les femmes allaient pêcher le vendredi, en utilisant des hameçons. Aujourd'hui, de nombreuses communautés utilisent la cyperméthrine, un insecticide de synthèse toxique pour les poissons, les abeilles et d'autres insectes aquatiques, pour pêcher - empoisonnant les poissons pour les attraper, mais contaminant également l'eau. « Les poissons de la rivière sont en train de disparaître », a déclaré Vilma.

Les produits chimiques, en particulier l'utilisation du mercure dans l'extraction artisanale de l'or, ont également de graves effets sur la santé humaine dans les communautés autochtones de la région. Lors d'une visite communautaire dans une mine appelée Murubila, Leduvina se souvient « de la destruction et de la contamination de l'eau. J'ai vu tout ce qui était sale, la boue, j'ai vu des gens avec des taches et des boutons sur les pieds, sur les mains, sur la peau. »

« Quand la rivière sort de son lit, elle est pleine de points comme des étoiles, à cause de tant de mercure », a-t-elle déclaré.

Wangki Tangni a mené des études sur l'utilisation du mercure dans l'exploitation minière et a découvert que les femmes pataugeaient dans la rivière et passaient toute la journée dans de l'eau contaminée jusqu'à la taille pour la batée de l'or. Elles ont interrogé des femmes et ont constaté que les hommes et les femmes qui pratiquent cette activité souffrent de douleurs osseuses et de problèmes cutanés, respiratoires et digestifs. Mais les femmes ont plus de problèmes : dans de nombreux cas, les femmes qui ont recherché de l'or alors qu'elles étaient enceintes ont fait

des fausses couches ou ont eu des enfants présentant de malformations congénitales.

À la suite de ces études et du plaidoyer de Wangki Tangni, certaines communautés ont signalé qu'elles changeaient leur façon dont elles font la batée de l'or, notamment en testant une autre technique qui prend plus de temps et donne moins de résultats, mais qui n'utilise pas de mercure. « Elles disent qu'elles le font pour prévenir les avortements et les maladies », a déclaré Leduvina. Ce problème n'a pas de solution simple - les moyens de subsistance

**GRÂCE À NOTRE TRAVAIL,
« LES GENS DANS LES
COMMUNAUTÉS ONT APPRIS
À DÉFENDRE LEURS DROITS
INDIVIDUELS ET COLLECTIFS
», A DÉCLARÉ NAIDIRA. «
MAINTENANT, ILS SAVENT
COMMENT DÉFENDRE
LEURS RESSOURCES ».**

des communautés dépendent de l'argent qu'elles gagnent grâce à l'exploitation minière artisanale - mais avec plus d'éducation et un réseau pour partager les succès, « nous voyons que ce ne sera plus pareil, nous voyons des changements ».

L'autre objectif de l'organisation est de soutenir et d'autonomiser les femmes qui ont été victimes de violences. Elles les accompagnent à la police pour dénoncer les violences domestiques, et plaident pour que leurs agresseurs rendent des comptes.

Ce travail est effectué à un coût personnel élevé : les femmes de Wangki Tangni ont subi des menaces de violence de la part des agresseurs des femmes qu'elles ont accompagnées.

« Lorsque les hommes se rendent compte que nous accompagnons les femmes pour déposer des plaintes, ils nous menacent. Mais nous continuons à travailler parce que beaucoup ont

donné leur vie », a déclaré Vilma. Si ce n'était pas pour eux ... nous n'aurions pas gagné ce droit de nous défendre, de porter plainte, de demander justice. »

Elles ont constaté que le fait de donner aux femmes les moyens de faire valoir leurs droits lorsqu'elles subissent des violences personnelles a des conséquences d'une grande portée : elles sont également plus disposées à faire valoir leurs droits pour défendre les ressources naturelles autour de leurs communautés.

Grâce à notre travail, « les gens dans les communautés ont appris à défendre leurs droits individuels et collectifs », a déclaré Naidira. « Maintenant, ils savent comment défendre leurs ressources ».

Depuis 2009, Wangki Tangni organise chaque année un forum des femmes autochtones, où plus d'un millier de femmes se réunissent aujourd'hui pour partager les problèmes auxquels elles sont confrontées dans leurs communautés, notamment en matière de justice environnementale. La participation de centaines d'autres femmes a eu un effet sur elles dans leur ensemble, selon Dacia. « Chacune des femmes a fini par avoir moins peur et a acquis plus de courage pour revendiquer ses droits », a-t-elle déclaré

Elle a également mis en place une radio communautaire, dont Vilma est l'animatrice, qui permet d'accéder à des communautés qui étaient auparavant difficiles d'accès. Certaines émissions sont consacrées à la question de la pollution et attirent l'attention sur les effets des produits chimiques sur l'environnement et la santé.

En définitive, leur objectif est de donner aux femmes les moyens de protéger leurs droits individuels et leurs ressources collectives. Mme

Leduvina se souvient que sa propre mère l'a incitée à travailler avec la communauté et à assumer un rôle de leadership avec confiance. Et comme les femmes ont généralement un rôle plus important dans l'éducation de la prochaine génération, Naidira souligne que c'est une opportunité. « Nous passons plus de temps avec eux ... nous pouvons influencer davantage ».

« Notre culture est de vivre en harmonie avec la Mère Nature, et nous devons éduquer nos enfants sur l'importance [de cela] », a-t-elle déclaré. « C'est ainsi que nous pouvons prendre soin de nos ressources en tant que peuples autochtones. »





KWON YOUNG EUN, CORÉE

ORGANISATION: SUPPORTERS FOR HEALTH AND RIGHTS OF PEOPLE IN SEMICONDUCTOR INDUSTRY (SHARPS)

Kwon Young Eun se souvient avoir pensé comme enfant, à la vue magnifique qu'offraient les lumières de l'usine sidérurgique POSCO, dansant au-dessus du petit village de pêcheurs où elle a grandi, sur la côte Est de la Corée du Sud.

Dans le village, POSCO était presque vénérée ; elle employait la plupart des habitants et était la raison pour laquelle les fournitures et l'argent y trouvaient leur chemin. Les élèves partaient en excursion pour visiter l'usine et recevaient des souvenirs ; la société organisait des festivals de feux d'artifice pour la ville.

Elle se souvient que les accidents industriels faisaient parfois la une des journaux locaux. Une fois, une amie a été appelée à quitter la classe pendant quelques jours ; son père était mort dans un accident du travail.

Mais dans l'ensemble, la ville considérait l'usine comme une bonne chose.

Jusqu'à récemment, lorsqu'un documentaire a été diffusé sur la chaîne de télévision locale concernant un grand nombre de patients atteints de cancer dans les villages proches de l'usine POSCO. « Les produits chimiques nocifs, la pollution de l'environnement et les risques pour le corps humain sont des choses dont POSCO ne nous a jamais parlé », a-t-elle déclaré.

La première chose qu'elle a faite a été d'envoyer un lien à ses parents, qui vivent encore là-bas. Elle veut qu'ils déménagent, mais ils répondent que le village est leur maison, où ils vivent depuis des décennies. Young Eun s'inquiète du fait que les problèmes liés à l'usine commencent tout juste à être étudiés et que l'on découvre d'autres destructions environnementales et maladies dans les communautés voisines.

« Le sentiment général est un sentiment d'amertume », a-t-elle déclaré, ajoutant que POSCO a tenté d'empêcher la publication du documentaire dans la station de radiodiffusion locale.

« Le gouvernement et POSCO ne peuvent plus se contenter de balayer l'affaire du revers de la main », a-t-elle déclaré, ajoutant qu'elle suit de près les activistes et les organisations qui s'efforcent d'enquêter sur l'usine.

Depuis qu'elle vit près des lumières de l'usine POSCO, Young Eun a appris une chose ou deux sur la façon de faire pression sur les entreprises puissantes pour qu'elles améliorent leurs pratiques de travail et assument leur responsabilité au sujet de la santé de leurs travailleurs.

Depuis 2013, elle travaille comme organisatrice communautaire pour SHARPS (ou Supporters for People's Health and Rights in the Semiconductor Industry), une organisation militante qui se bat pour les questions de travail et de droits de l'homme. L'une de ses principales activités consiste à soutenir les victimes de maladies professionnelles dans le secteur de la fabrication de produits électroniques afin



que leurs maladies soient reconnues comme des accidents du travail.

Elle a commencé à travailler avec SHARPS lors de son « die-in » à Séoul, qui visait à faire pression sur le géant coréen de l'électronique Samsung pour qu'il entame une médiation avec les groupes de défense. SHARPS a documenté des centaines de maladies professionnelles graves chez les travailleurs de Samsung - dont des cancers, des troubles sanguins, des affections pulmonaires et des fausses couches - et a organisé des manifestations de rue devant le siège social de Samsung, dans le sud de Séoul, qui ont duré plus de 1 000 jours.

La pression a fonctionné. En 2018, après des années de refus d'accepter la responsabilité ou d'offrir une indemnisation aux travailleurs, le président de Samsung a reconnu que l'entreprise n'avait pas suffisamment géré ses risques pour la santé, a accepté un plan d'indemnisation et a promis de mettre en œuvre des mesures pour éviter que le problème ne se reproduise.

SHARPS a depuis étendu son action à l'ensemble de l'industrie électronique. Young Eun s'intéresse particulièrement à la manière dont les travailleuses sont affectées : elle s'efforce de sensibiliser les travailleuses aux substances reprotoxiques et aux fausses couches/aux menstruations irrégulières. Elle souligne que les femmes sont souvent exposées de manière disproportionnée dans l'industrie de l'électronique : le préjugé selon lequel elles ont des mains plus rapides et plus agiles fait

qu'une grande partie de la fabrication réelle dans les usines est effectuée par des femmes, alors que la plupart des ingénieurs de haut niveau sont des hommes.

Outre le fait qu'elles sont davantage exposées de par la nature de leur travail, les femmes ont également un niveau d'éducation inférieur à celui des ingénieurs en ce qui concerne le fonctionnement des machines et la manière dont elles peuvent potentiellement être exposées à des substances toxiques.

« Ces femmes opératrices sont souvent celles qui viennent à SHARPS », a-t-elle déclaré.

Elle espère commencer à collecter des données ventilées par sexe, notamment en suivant le taux d'incidence du cancer chez les femmes travaillant dans l'industrie des semi-conducteurs et de l'électronique. Elle travaille également à la rédaction d'un livre avec SHARPS pour faire connaître les voies potentielles d'exposition aux produits chimiques auxquelles les femmes sont confrontées sur leur lieu de travail.

Une loi nationale amendée l'année dernière après un plaidoyer intense de SHARPS pourrait bientôt élargir les catégories de personnes concernées qui pourraient recevoir une indemnisation pour les maladies professionnelles. La loi sur les accidents du travail de deuxième génération a été modifiée pour permettre aux enfants de déposer des demandes d'indemnisation pour accident du travail.

Young Eun espère que le régime d'indemnisation - dont les détails sont encore en cours de finalisation - sera significatif et permettra de soutenir les familles des victimes d'accidents. La question de la protection

(ELLES) CES EXPÉRIENCES ONT MIS EN ÉVIDENCE L'IMPORTANCE DE PRENDRE EN COMPTE DES POINTS DE VUE DES FEMMES. « LA PERSPECTIVE DU GENRE EST ABSOLUMENT NÉCESSAIRE DANS L'EFFORT POUR S'EXPRIMER ET RÉSOUDRE LES PROBLÈMES ENSEMBLE. »

de la famille, qu'elle prenne la forme d'une dénonciation de l'usine POSCO qui a endommagé le village de ses parents ou d'une protection de la prochaine génération par des voies légales, lui tient à cœur.

« Pendant que je travaillais pour SHARPS, j'ai vécu le mariage, la grossesse, l'accouchement et l'éducation des enfants », a-t-elle déclaré, ajoutant que la grossesse et la naissance d'un enfant lui ont ouvert un tout nouveau monde de sympathies et de considérations sur les dangers liés à l'exposition aux produits chimiques.

Pour elle, ces expériences ont fait ressortir l'importance de prendre en compte le point de vue des femmes. « La perspective du genre est absolument nécessaire dans l'effort pour s'exprimer et résoudre les problèmes ensemble.

» ■





SIDDIKA SULTANA, BANGLADESH

ORGANISATION: ENVIRONMENT AND SOCIAL DEVELOPMENT ORGANISATION (ESDO)

Beaucoup de choses ont changé en matière de sensibilisation à l'environnement au Bangladesh depuis que Siddika Sultana a commencé sa carrière en 1994.

L'organisation avec laquelle elle travaille depuis 28 ans, Environment and Social Development Organization (ESDO), venait d'être fondée en 1990. Elle ne travaillait que sur une seule question, qui semblera également familière à ceux qui suivent les questions de durabilité ces dernières années : l'interdiction des sacs en plastique à usage unique.

À l'époque, a-t-elle dit, personne ne comprenait pourquoi l'organisation s'efforçait de faire interdire ces articles. Bien qu'elle ait grandi dans une ville progressiste du nord du pays, où les taux d'éducation étaient plus élevés et où l'égalité des sexes était plus avancée que dans certaines régions, il n'y avait pas une grande connaissance sur des questions de durabilité en général et des questions chimiques en particulier.

« Maintenant, les gens comprennent : Oui, les produits chimiques nous aident, mais ils sont aussi un désastre pour nous », a déclaré Siddika.

Une grande partie de cette meilleure compréhension au Bangladesh est attribuable à ESDO, qui s'est considérablement développée - en 1994, il y avait cinq employés,

contre environ 50 aujourd'hui - et qui est la seule organisation travaillant sur les produits chimiques au Bangladesh.

Siddika a commencé à travailler pour ESDO en tant que coordinatrice à temps partiel en 1994, et a gravi les échelons, devenant la directrice exécutive de l'organisation depuis 2008. Au cours de sa carrière, ESDO a accompli de nombreuses choses : élaboration d'un cadre réglementaire et des directives sur le plomb dans la peinture et la gestion des déchets électroniques, qui ont été adoptés en tant que normes ou règles; collaboration avec l'institut de normalisation du pays et les sociétés industrielles pour interdire les crèmes éclaircissantes et éliminer progressivement le mercure de la dentisterie; réalisation d'une étude approfondie sur le BPA dans les papiers à reçus.

Mais parmi les nombreuses questions sur lesquelles il faut se concentrer, elle pense que le problème le plus urgent est celui lié au genre et aux produits chimiques.

En effet, en plus des modes d'exposition habituels des femmes aux produits chimiques - produits de nettoyage, utilisation accrue de cosmétiques, temps passé à la maison - et les différences physiques en termes d'impact des produits chimiques sur le corps des hommes et des femmes, Siddika souligne qu'au Bangladesh et dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est, les



femmes sont très fortement exposées sur le lieu de travail.

L'industrie textile - qui emploie 4,4 millions de personnes et fournit plus de 11 % du PIB du pays - est dominée par les femmes. Et de plus en plus, le secteur informel des ramasseurs de déchets est également dominé par les femmes et les enfants - ce qui, pendant la pandémie de la Covid, s'est aggravé.

« ESDO a réalisé une étude sur la quantité de déchets plastiques à usage unique générés en 1-3 mois, c'est vraiment énorme », a-t-elle déclaré. Cela affecte particulièrement les femmes et les enfants qui travaillent comme ramasseurs de déchets, triant les ordures dans les décharges, souvent à mains nues.

Lors de son passage à ESDO, elle a travaillé sur de nombreux sujets liés aux produits

chimiques, à la durabilité et aux questions sociales. Mais l'un de ceux dont elle est le plus fière est d'avoir encouragé la prochaine génération d'activistes à porter le flambeau.

« J'ai toujours encouragé l'engagement des jeunes dans mon

travail car je pense qu'ils sont les futurs leaders », a-t-elle déclaré. « Peu importe à quel point nous avons détruit consciemment

ou inconsciemment notre environnement, les jeunes ont le potentiel de le restaurer. »

L'organisation dirige un réseau de programmes d'éducation environnementale dans les écoles primaires, cherchant à enseigner aux enfants la protection de l'environnement par le biais de jeux et les aidant à créer un « club vert » pour l'école afin de se concentrer sur le plaidoyer.

« Ils veulent aussi être chimistes et industriels également », a-t-elle déclaré.

« J'espère un avenir plus durable pour notre prochaine génération, non seulement dans mon pays/ma région mais dans le monde entier », a déclaré Siddika. « C'est maintenant à leur tour de réussir et d'ouvrir la voie à un avenir plus durable. » ■

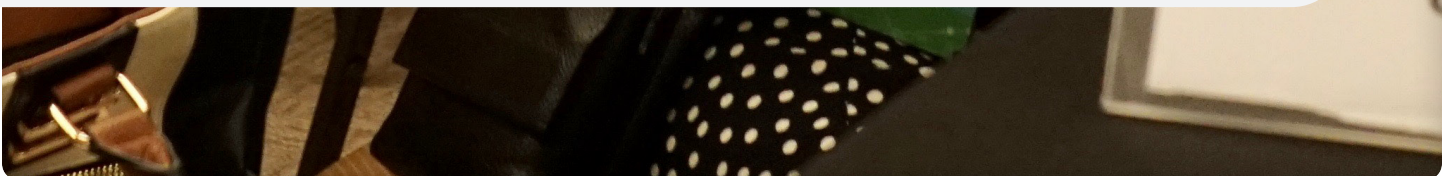






GOHAR KHOJAYAN, ARMÉNIE

ORGANISATION: ARMENIAN WOMEN FOR HEALTH & HEALTHY ENVIRONMENT (AWHHE)



La diplomatie fait partie de la famille de Gohar Khojayan.

Née à Moscou d'un père diplomate, elle a passé son enfance dans des ambassades à l'étranger avant que sa famille ne réalise son rêve de longue date de retourner en Arménie en 1988.

Après avoir obtenu sa maîtrise, elle a travaillé dans le secteur de l'éducation nationale, ainsi que dans des organisations de développement et de charité internationales et de la diaspora arménienne. Depuis 2010, elle met ses compétences diplomatiques à profit en tant que spécialiste de la communication au sein de son organisation, Armenian Women for Health and Healthy Environment (AWHHE).

AWHHE joue un rôle important en contribuant à la gestion saine des produits chimiques et des déchets en Arménie, à travers son travail de conseil auprès du gouvernement et de sensibilisation des communautés. Elle a mis en œuvre avec succès des projets sur les pesticides extrêmement dangereux, les produits chimiques toxiques contenus dans les produits pour enfants et les métaux lourds dans l'environnement, entre autres.

Ces campagnes réussies ont des impacts au-delà des frontières de l'Arménie : Dans l'Union économique eurasiennne (UEE), un bloc de cinq États post-soviétiques d'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale, « la voix arménienne est très progressiste », selon Olga Speranskaya, conseillère principale de IPEN (International Pollutants Elimination Network).

« Cela est dû en grande partie à la manière dont AWHHE (Armenian Women for Health and Healthy Environment) communiquent avec le gouvernement », a-t-elle déclaré. « Et ensuite, le gouvernement arménien communique les problèmes à l'UEE. Le rôle que joue AWHHE en Arménie est donc très important pour la région. »

Elle a cité l'exemple du mercure : L'Arménie est l'un des deux seuls pays d'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale qui est partie à la convention de Minamata, ce qui constitue une « avancée considérable » et pourrait influencer d'autres pays de la région.

Mme Gohar a déclaré que son approche consistait à travailler avec le gouvernement plutôt que contre lui, en abordant les décideurs de manière non combative et en trouvant un terrain d'entente. Elle a donné l'exemple d'une campagne menée par AWHHE sur les jouets toxiques. Ils ont invité les décideurs gouvernementaux à apporter des jouets ayant appartenu à leurs enfants ou petits-enfants, et ont testé devant eux le niveau de contamination de certains produits chimiques. « Vous auriez dû voir leur réaction », a-t-elle dit. « C'était très efficace. »

Après la manifestation, le gouvernement arménien a adopté des normes strictes sur les produits chimiques dans les jouets. Cependant, lorsqu'elle a rejoint l'UEE, l'union avait des réglementations techniques moins strictes que l'Arménie a alors dû suivre.

« Mais ce n'est pas grave », a déclaré Gohar. « Nous devons travailler avec eux. C'est un autre aspect de mon travail de communication. »

Elle voit l'intérêt de faire partie d'un réseau international, dans le but d'élever le niveau des normes liées aux produits chimiques à tous les niveaux. C'est vrai dans l'UEE, mais

aussi dans IPEN : elle a souligné que dans une région où les organisations de la société civile sont relativement jeunes, ne se développant que depuis une trentaine d'années, les réseaux internationaux d'ONG ayant de l'expérience sont très précieux. Gohar agit en tant que point focal de AWHHE pour les processus liés aux conventions des Nations unies sur les produits chimiques et à la SAICM, et elle a assisté aux conférences des parties (COP) dans le cadre d'équipes de réseaux internationaux d'ONG plus larges - un autre endroit où ses compétences en matière de négociation sont mises à profit.

Toutefois, bien que la communication avec les décideurs de haut niveau soit nécessaire, il est tout aussi important d'atteindre le grand public, afin de le sensibiliser aux produits chimiques.

Seule organisation à s'intéresser aux produits chimiques dans le pays, l'association AWHHE (Armenian Women for Health and Healthy Environment) mène également un travail dans ce sens, en menant des campagnes sur le terrain concernant les pesticides extrêmement dangereux (PED) auprès des agriculteurs, sur le plomb dans les peintures dans les écoles et sur les substances toxiques dans les

produits pour enfants. Pour ce qui est de la communication des dangers et des alternatives au public, Mme Gohar estime qu'une attention particulière devrait être accordée aux femmes à faible revenu vivant dans les zones rurales. Elle souhaite en particulier renforcer le mouvement des consommateurs en Arménie, qui réclame une meilleure divulgation des informations et des alternatives plus sûres.

« Plus j'en apprend sur la situation en Arménie, sur le travail de mes collègues dans d'autres pays, plus je suis préoccupée par cette menace invisible que représentent les produits chimiques pour notre bien-être », a déclaré Mme Gohar. « Interagir avec les femmes actives en tant qu'agents de changement, les éduquer et leur donner les moyens de participer à la prise de décision est le meilleur moyen de garantir la santé de toutes les femmes. » ■

« PLUS J'EN APPRENDS SUR LA SITUATION EN ARMÉNIE, SUR LE TRAVAIL DE MES COLLÈGUES DANS D'AUTRES PAYS, PLUS JE SUIS PRÉOCCUPÉE PAR CETTE MENACE INVISIBLE QUE REPRÉSENTENT LES PRODUITS CHIMIQUES POUR NOTRE BIEN-ÊTRE », A DÉCLARÉ MME GOHAR.





VI WAGHIYI, ÉTATS-UNIS

ORGANISATION: ALASKA COMMUNITY ACTION ON TOXICS (ACAT)

Vi Waghiyi a grandi dans une communauté très unie sur l'île isolée de Sivuqaq, située au nord de la mer de Béring, dans le nord-ouest de l'Alaska - très loin des lieux de fabrication, d'application et d'utilisation des produits chimiques.

Mais à partir des années 1970, de graves problèmes de santé - tels que des bébés de faible poids à la naissance, des fausses couches et des cancers - ont commencé à apparaître au sein de la population indigène qui vivait, campait et travaillait sur l'île, en particulier ceux qui vivaient près de deux anciens sites militaires américains sur l'île. Une ancienne assistante de santé communautaire, Annie Alowa, a remarqué cette tendance et a commencé à soulever le problème, estimant qu'il était lié aux installations.

Les sites militaires avaient été établis pendant la guerre froide, en raison de la proximité de Sivuqaq avec la Russie. Avant l'avènement des satellites, les sites faisaient partie du réseau d'alerte avancée, un système de stations radar établi pour détecter les bombardiers soviétiques en approche et donner l'alerte en cas d'invasion terrestre ou maritime. Des structures massives ont été construites sur la côte de l'île, qui nécessitaient beaucoup d'énergie et devaient résister à une forte chaleur.

Il s'est avéré que les solvants utilisés dans les stations comme lubrifiants contenaient des polychlorobiphényles (PCB), une classe de substances extrêmement toxiques et persistantes.

Lorsque l'armée a fermé les bases, après 30 ans d'activité sur l'île, les structures ont été abandonnées. L'armée a laissé des centaines de

milliers de barils à la base de Northeast Cape, sur la côte est de l'île. Et à Gambell, l'autre base située à l'extrémité nord-ouest de l'île, ils ont tout enterré, des machineries lourdes, de la nourriture et de l'alcool.

« Quand ils sont arrivés à Gambell, ils ont apporté tout ce dont ils avaient besoin pendant 15 ans, et quand ils sont partis, ils n'avaient que leurs sacs à dos et leurs fusils », a-t-elle déclaré.

Vi est au courant de tout cela parce qu'elle a interrogé des anciens qui étaient là lorsque les bases ont été abandonnées, et qu'elle a examiné des heures et des heures de vidéo. Depuis 20 ans, elle recueille des preuves dans le but de demander des comptes à l'armée.

ACAT, l'organisation pour laquelle elle travaille, a été financée par l'Institut national des sciences de l'environnement et de la santé pour mener à bien cette recherche. Elle travaille sur le sujet depuis 1997, en collectant des échantillons de sol, d'air et d'eau, ainsi qu'en surveillant l'exposition de la faune et de l'homme.

« Le fardeau de la preuve a été imposé à mon peuple », a-t-elle déclaré. « Le corps des ingénieurs de l'armée qui est responsable ... n'a jamais procédé à une caractérisation et à l'assainissement adéquats du site. Ils ont fait un nettoyage superficiel. »

ACAT a identifié que les communautés de Sivuqaq sont de 4 à 10 fois plus exposées aux PCB que l'Américain moyen des 48 dernières années, et a également identifié une exposition aux pesticides, aux métaux lourds, aux solvants et autres substances toxiques dans la région.



Les effets sur la santé qui ont été constatés pour la première fois dans les années 1970 se sont aggravés et ont éclaté en une « crise du cancer » au sein de sa communauté, a déclaré Vi. « Il ne s'agit pas de savoir si nous aurons un cancer, mais quand. »

Elle a été témoin de cette crise dans sa propre famille. Son père travaillait sur la base de Northeast Cape ; il est depuis décédé d'un cancer. Et le reste de la famille a également été touché : sa mère a eu un cancer, son frère aîné a toujours un cancer, et elle-même est une survivante du cancer.

« Nous étions une famille de huit personnes, et la moitié d'entre nous a eu un cancer », a-t-elle déclaré.

En plus de ces effets aigus sur la santé, les communautés ont également été déplacées du Cap Nord-Est, à mesure que les sources traditionnelles de nourriture sont devenues plus rares - ce que Vi attribue à la pollution des sites militaires ainsi qu'au changement climatique. « La rivière était autrefois l'un des lieux de pêche les plus abondants de notre île, et les poissons ne sont jamais revenus », a-t-elle déclaré.

En 2002, Vi vivait à Anchorage et était mère au foyer avec ses quatre fils lorsqu'elle a vu un article de journal sur l'exposition accrue aux PCB. Elle n'avait aucune expérience en matière d'exposition aux produits chimiques toxiques, mais « c'était tellement personnel » compte tenu de ses antécédents familiaux. Elle a appelé son frère, qui était à l'époque chef de tribu à Sivuqaq, et il lui a parlé du travail de ACAT. On lui a offert un emploi la même semaine que la publication du communiqué de presse.

« Il a été très difficile de demander des comptes à l'armée », a-t-elle déclaré, en raison de l'absence de lois environnementales qui ne prévoient pas de mécanismes permettant

de demander des comptes aux pollueurs, du manque de surveillance de la part des organismes de réglementation fédéraux et étatiques ou de diagnostic approprié des dommages environnementaux, et des effets cumulés du racisme et de la violence environnementale.

« Notre peuple a accueilli les militaires et s'est montré patriote quant à nos contributions, et maintenant nous avons le sentiment qu'ils nous ont tourné le dos », a-t-elle déclaré.

En plus des sites situés sur son île, ses objectifs sont d'obliger l'armée à prendre ses responsabilités pour la caractérisation adéquate des risques militaires toxiques sur les sites et pour l'assainissement en général. ACAT plaide également en faveur de la responsabilisation des multinationales « motivées par la cupidité et le profit qui continuent à fabriquer des produits chimiques alors qu'il existe des alternatives sûres », et

« LE FARDEAU DE LA PREUVE A ÉTÉ IMPOSÉ À MON PEUPLE », A-T-ELLE DÉCLARÉ. « LE CORPS DES INGÉNIEURS DE L'ARMÉE QUI EST RESPONSABLE ... N'A JAMAIS PROCÉDÉ À UNE CARACTÉRISATION ET À L'ASSAINISSEMENT ADÉQUATS DU SITE. ILS ONT FAIT UN NETTOYAGE SUPERFICIEL. »

pour la réforme des agences de réglementation qui délivrent des permis pour les sites.

« Plus j'en apprendis sur la violence environnementale et les effets néfastes sur la santé, plus je ne me vois pas faire autre chose », a-t-elle déclaré. « Je me suis mise au défi d'apprendre autant que possible, et je sais maintenant que je dois donner le meilleur

de moi-même pour être une voix et une défenseuse des injustices que nous combattons dans ma communauté et dans le monde entier chez les noirs, les bruns et les personnes à faible revenu. »

En plus de travailler sur les sites militaires, ACAT travaille sur les polluants organiques persistants autres que les PCB, qui ont été transportés par le vent, l'eau et les cycles alimentaires mondiaux pour se concentrer fortement dans l'Arctique dans ce que l'on appelle l'effet « puits hémisphérique ». Les femmes autochtones de l'Arctique présentent dans leur lait maternel des concentrations de produits chimiques parmi les plus élevées de la planète en raison de ces nuisances.

« Une femme transfère son fardeau corporel de produits chimiques à son premier enfant nourri au sein, et davantage à chaque enfant suivant », a-t-elle déclaré. « Ces expositions aux produits chimiques toxiques sont multigénérationnelles ». ■





AIWERASIA VERA NGOWI, TANZANIE

ORGANISATION: TANZANIA ASSOCIATION OF PUBLIC, OCCUPATIONAL AND ENVIRONMENTAL HEALTH EXPERTS (TAPOHE)

Lorsque la mère d'Aiwerasia Vera Ngowi grandissait, dans les années 1930, dans la Tanzanie coloniale, les filles n'étaient pas autorisées à aller à l'école. Elle se faufilait dans la salle de classe après avoir fait ses tâches ménagères et apprenait à lire et à écrire ; plus tard, lorsque ses responsabilités familiales sont devenues trop lourdes, elle a dû abandonner l'école.

Aussi, lorsqu'elle a eu des filles, après l'indépendance et grâce à la gratuité de l'enseignement dispensé par le gouvernement, elle les a encouragées à poursuivre leurs études. Son mari - le père de Vera - l'a également beaucoup soutenue : il avait huit enfants, dont les quatre premiers étaient des filles, et il a décidé qu'ils devaient tous poursuivre leur étude.

« Même au village, on lui disait : « Tu perds ton temps à éduquer les filles, ce sont les femmes de quelqu'un d'autre », se souvient Vera. « [Mon père] a dit : « Eh bien, ce sont mes enfants, et ils devraient aller à l'école »

Vera a pris cette tâche au sérieux. Après des études primaires et secondaires en Tanzanie, elle a obtenu une licence et une maîtrise, respectivement en Tanzanie et au Royaume-Uni, puis est retournée travailler en Tanzanie avant de poursuivre ses études. Enfin, en 2002, elle a obtenu son doctorat en épidémiologie à l'université de Tampere, en Finlande.

Aujourd'hui, elle enseigne d'autres étudiants : Bien qu'elle ait pris sa retraite de Muhimbili

University of Health and Allied (MUHAS) en 2015, elle donne toujours des cours à des étudiants de premier cycle et des cycles supérieurs, principalement sur la santé au travail et sur les pesticides/toxiques.

La parité entre les sexes dans l'enseignement a fait du chemin : elle a déclaré que dans ses cours de troisième cycle sur la santé environnementale, les femmes et les hommes sont généralement à peu près égaux dans la classe, les femmes constituant parfois la majorité. Ils apprennent l'intégration de la dimension de genre dans le programme, et certaines politiques gouvernementales visent à promouvoir spécifiquement les femmes pour rattraper des décennies de retard.

L'expérience de Vera dans le monde du travail n'a pas toujours été aussi progressiste. Pendant et après ses études universitaires et postuniversitaires, elle a travaillé à l'Institut de recherche sur les pesticides tropicaux (TPRI) du gouvernement, d'abord en tant qu'assistante technique de laboratoire, puis en gravissant progressivement les échelons au fur et à mesure qu'elle recevait plus d'éducation.

Elle se souvient du sexisme quotidien qu'elle subissait alors qu'elle était la seule femme chef de section de l'institut. Lorsqu'en 1989, elle a été promue comme agent de liaison en Tanzanie pour un vaste projet de recherche de sept ans sur les pesticides en Afrique de l'Est, l'homme qui était son assistant a tenté de la saper, jusqu'à ce qu'elle puisse finalement l'écarter de l'équipe. Lorsqu'elle l'a remplacé par une femme, le directeur de l'institut s'y est opposé, affirmant que les femmes ne devaient pas diriger seules un projet.

J'ai alors été catégorique, j'ai dit : « Vous ne pouvez pas me forcer à prendre en charge un homme qui ne m'aide pas », a-t-elle déclaré.

« Ils nous ont donc laissé tranquilles, mais ils nous ont rendu la vie beaucoup plus difficile ».

« C'était le genre de choses auxquelles nous étions confrontées en tant que femmes dans les instituts de recherche ».

Vera et son équipe ont mené à bien le projet, et elle a utilisé les données pour les recherches qui ont constitué ses thèses de maîtrise et de doctorat. En 2008, elle a également fondé la Tanzania Association of Public, Occupational and Environmental Health (TAPOHE), une ONG qui se consacre à l'éducation du public en Tanzanie sur les dangers liés aux produits chimiques.

Elle se concentre sur les questions liées au

la réduction de l'utilisation des pesticides et l'élimination des pesticides obsolètes et des contenants vides », a-t-elle déclaré. « J'espère également sensibiliser les populations à l'impact des pesticides sur la santé humaine et l'environnement, afin qu'elles puissent minimiser l'utilisation des pesticides et opter pour des aliments sains exempts de pesticides. »

Elle est fière d'avoir surmonté les préjugés et le harcèlement auxquels elle a été confrontée sur son lieu de travail, et de pouvoir maintenant transmettre son expérience à une autre génération de femmes activistes et chercheuses.

« MÊME AU VILLAGE, ON LUI DISAIT : « TU PERDS TON TEMPS À ÉDUCUER LES FILLES, CE SONT LES FEMMES DE QUELQU'UN D'AUTRE », SE SOUVIENT VERA. « [MON PÈRE] A DIT : « EH BIEN, CE SONT MES ENFANTS, ET ILS DEVRAIENT ALLER À L'ÉCOLE »

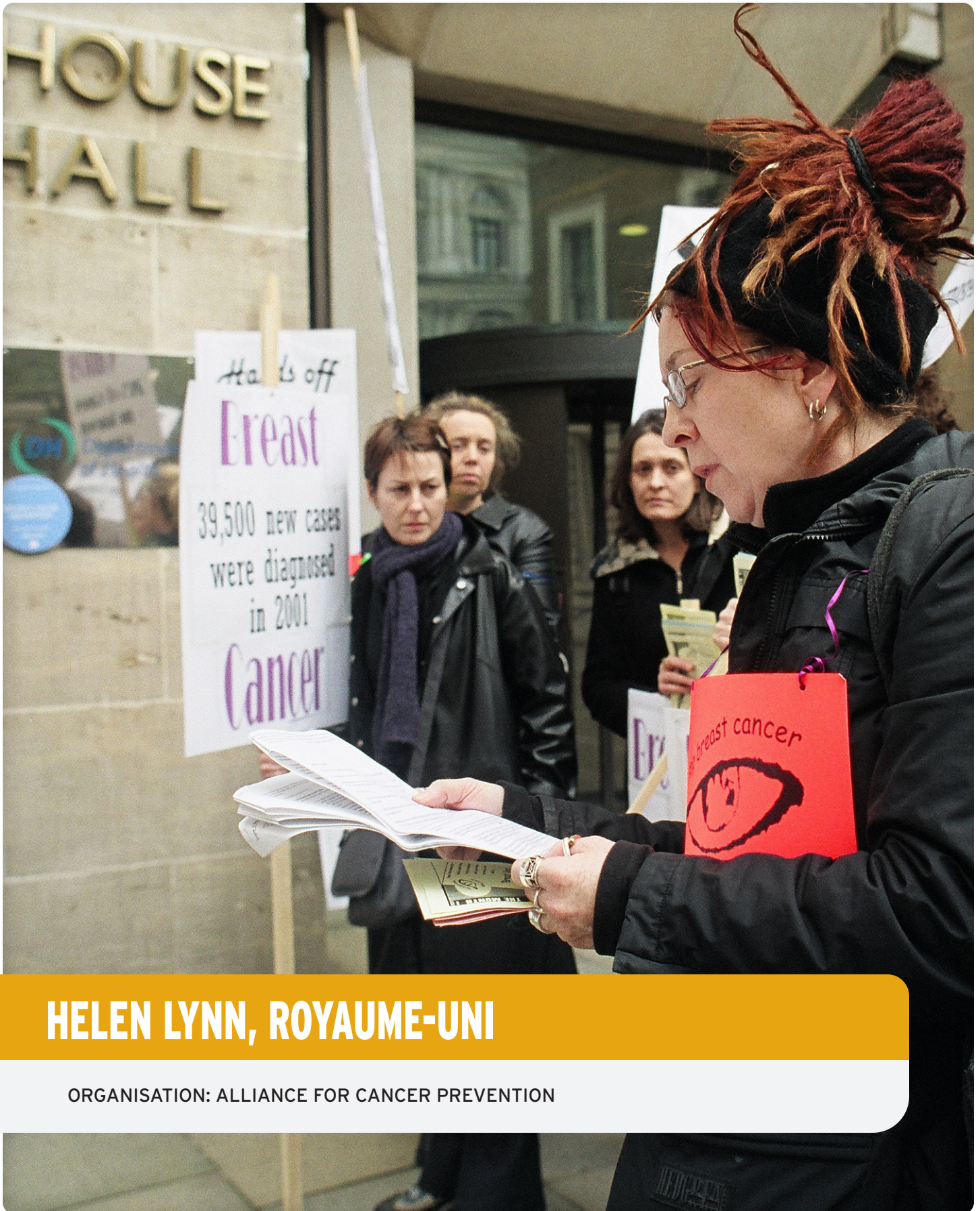
genre et aux produits chimiques : Comment les femmes peuvent-elles être exposées et comment peuvent-elles se protéger. Après 14 ans, Vera a transmis la direction de l'organisation à la prochaine génération de femmes. L'année dernière, Dr Dorothy Amaleck Ngajilo, une ancienne élève de Vera qui avait étudié la médecine à l'université, a été nommée directrice exécutive par intérim, Vera est restée en retrait pour soutenir la nouvelle direction et l'organisation.

Les objectifs de TAPOHE s'inscrivent dans la continuité de ceux que Vera a poursuivis tout au long de sa carrière.

« J'espère être en mesure d'informer les politiques afin d'apporter dans la gestion des pesticides des changements qui favoriseront

« J'ai eu de nombreux défis à relever à cause de mon sexe... j'ai parfois dû me battre pour pouvoir terminer le travail que je faisais », a-t-elle déclaré. « [Mais] j'ai pu surmonter tous les préjugés et travailler jusqu'à la retraite. » ■





HELEN LYNN, ROYAUME-UNI

ORGANISATION: ALLIANCE FOR CANCER PREVENTION

En 1995, Helen Lynn a été invitée à prendre la parole lors du lancement de Breast Cancer Prevention Scotland post card campaign. C'était le premier événement public auquel elle prenait la parole depuis qu'elle avait rejoint l'organisation pour l'égalité des sexes, l'environnement et la santé en abrégé WEN (Women's Environmental Network), et elle était nerveuse - elle était très jeune et n'avait commencé à travailler sur les questions de cancer du sein que récemment, après avoir repris un dossier que quelqu'un avait laissé chez Wen.

Mais elle était sur le point d'avoir une conversation qui allait déclencher un parcours de plaidoyer qui durerait toute une vie. Après la conférence, une femme l'a abordée et lui a dit qu'elle et sa fille avaient toutes deux un cancer du sein. Elles connaissaient d'autres femmes qui vivaient à proximité et qui avaient le même cancer. Elles faisaient le lien entre ce groupe de cancers et les pesticides utilisés dans les champs près de chez elles.

« Je ne savais pas quoi dire, mais j'ai suggéré que « quelqu'un » établisse une carte de ces cas et des expositions associées », raconte Helen.

Cette personne s'est avérée être elle. Motivée par sa conversation avec la mère et la fille, elle a fait une demande de financement auprès de la Loterie nationale britannique, qui a été acceptée, et a entrepris de créer Putting Breast Cancer on the Map, un projet novateur de deux ans visant à identifier les groupes de

cancers du sein qui pourraient être liés à des facteurs environnementaux et professionnels au Royaume-Uni.

Elle a beaucoup lu pour étayer le projet et a trouvé des recherches sur ce qu'elle faisait, appelées « épidémiologie profane | laïque ». Avec Diana Ward, une militante atteinte d'un cancer du sein, l'objectif général du projet était de sensibiliser le public au fait que le cancer du sein « n'est pas seulement une question de mode de vie, mais aussi de facteurs environnementaux et professionnels ».

Ils ont organisé des ateliers dans tout le Royaume-Uni, avec des groupes communautaires, des syndicats, des groupes de femmes et des groupes de soutien pour le cancer du sein. En parlant aux femmes lors de ces séances, elle a été surprise par le fait qu'elles savaient souvent quand quelque chose n'allait pas dans leur environnement ou sur leur lieu de travail, mais qu'elles n'étaient souvent pas écoutées ou crues.

« Mon expérience en tant que pratiquante de shiatsu m'a appris que les gens connaissaient leur propre corps et savaient ce qui les affectait », a-t-elle déclaré. Les ateliers et le réseau de campagne qu'ils ont générée ont offert aux femmes et aux personnes les plus vulnérables une occasion rare d'exprimer leurs préoccupations quant aux risques d'exposition aux produits chimiques toxiques dans les foyers, sur les lieux de travail et dans l'environnement en général.

Le projet a été l'une des premières campagnes pour lesquelles Helen a collecté des fonds à Wen, et elle dit qu'elle était « très jeune et naïve, ce qui, en fin de compte, a peut-être été



un avantage pour aller de l'avant sans crainte ».

« Mais les ateliers autour de la cartographie des incidences du cancer du sein avec les sources de pollution locales ont touché des milliers de femmes et leurs communautés et ont établi le lien en les amenant à produire des cartes de leur environnement, de leur vie, de leur lieu de travail, etc. », dit-elle. Son approche unique combinait la recherche et le renforcement des capacités communautaires, tant au Royaume-Uni qu'à l'étranger. Le projet a inspiré de nombreux syndicats et organisations environnementales a établi le lien. Il a contribué

à influencer et à façonner les réponses des travailleurs et des communautés, les cours, les conférences et les ateliers à grande échelle (locale/nationale/internationale) pendant plus de 20

ans. Le projet a également inspiré des travaux similaires à Sarnia, la communauté la plus polluée du Canada, et dans le Lincolnshire.

Elle a même pu intégrer son amour de l'art dans les parties cartographie et présentation du projet. Elle considère l'art et les campagnes « comme un processus non pas statique, mais en constante évolution, qui s'appuie sur un large éventail d'influences - non seulement la science, mais aussi les arts, la nature et les expériences vécues des gens ».

Depuis ce projet, le travail qu'elle a effectué s'est concentré sur la mise en évidence des facteurs de risque environnementaux et professionnels pour le cancer du sein et d'autres cancers et maladies – quelque chose la communauté du cancer ne reconnaît toujours pas, selon Helen.

« Le message de la communauté du cancer du sein était le suivant : « C'est de votre faute », a-t-elle déclaré. Ainsi, entendre parler de facteurs de risque environnementaux et

professionnels potentiels est « probablement un choc pour beaucoup de femmes, mais aussi un soulagement ».

En 2001, elle a créé, avec d'autres militants, un groupe de travail sur la prévention primaire du cancer du sein, qui a produit un rapport intitulé « Breast Cancer, an environmental disease ». Ce rapport, publié en 2005, est « unique en son genre. Il utilise des citations de scientifiques, mais aussi de représentants du gouvernement et de la communauté du cancer du sein » et s'appuie sur des décennies de travail pour contester « la négation constante des preuves scientifiques de la communauté

du cancer qui relie l'incidence croissante du cancer du sein à des facteurs de risque environnementaux et professionnels ».

Et en 2009, elle a lancé l'Alliance pour la prévention du cancer (ACP), afin de rassembler les personnes travaillant sur la prévention du

cancer environnemental et professionnel. L'Alliance a réussi à attirer l'attention des syndicats sur la question du genre et des expositions combinées à la profession et à l'environnement, mais aussi à faire mieux comprendre aux ONG environnementales la nécessité d'inclure les expositions professionnelles dans leur travail.

Par exemple, elle travaille avec les mouvements syndicaux, faisant campagne pour qu'ils acceptent le cancer du sein comme une maladie professionnelle et donc évitable, tout en dénonçant l'épidémiologie et le système réglementaire aveugles au genre, qui non seulement ignorent la prévention primaire, mais aussi la collecte de statistiques ventilées par genre qui pourraient révéler les impacts sexospécifiques.

Elle travaille actuellement aux côtés d'une coalition d'ONG spécialisées dans les produits chimiques au sein d'un groupe de parties prenantes qui examine la transposition des réglementations de l'UE sur les produits

« MAIS LORSQUE VOUS RENCONTREZ D'AUTRES PERSONNES ET D'AUTRES ORGANISATIONS ET QUE C'EST VRAIMENT LEUR PASSION AUSSI, C'EST VRAIMENT AFFIRMATIF... ET JE SUIS VRAIMENT FIÈRE D'ÊTRE ENGAGÉE DANS CETTE VOIE. »

chimiques et les pesticides dans la législation britannique. Elle a participé au lobbying tout au long de la création de la réglementation européenne REACH sur les produits chimiques et espère veiller à ce que des réglementations de grande envergure sur les produits chimiques soient mises en œuvre pour protéger les citoyens et les travailleurs britanniques, notamment en ce qui concerne les perturbateurs endocriniens (EDC) pour lesquels Helen a un intérêt particulier.

Au cours de sa carrière, elle a trouvé du réconfort à s'engager auprès d'autres femmes militantes et à écouter leurs histoires. Il n'y a pas beaucoup d'organisations au Royaume-Uni qui travaillent spécifiquement sur les aspects environnementaux et professionnels du cancer du sein. C'est pourquoi l'un des moments les plus inspirants pour elle a été de se rendre au Canada pour assister et faire des présentations lors de plusieurs conférences mondiales sur le cancer du sein, et d'être invitée à participer

à la conférence de l'OMS dans les Asturies sur les déterminants environnementaux et professionnels du cancer : Interventions for Primary Prevention en 2011.

« Lorsque vous êtes en quelque sorte une voix solitaire, vous commencez à vous demander si j'ai raison de réclamer cela », a-t-elle déclaré. « Mais lorsque vous rencontrez d'autres personnes et d'autres organisations et que c'est vraiment leur passion aussi, c'est vraiment affirmatif... et je suis vraiment fière d'être engagée dans cette voie. » ■





TEACHERS OF SERBIA'S ECO-SCHOOLS, SERBIE

ORGANISATION: ENVIRONMENTAL AMBASSADORS FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT (EASD)

« Sensibiliser » et « améliorer l'éducation » sont des expressions souvent utilisées dans les conversations politiques sur la manière d'améliorer les normes de gestion des produits chimiques. En Serbie, un groupe d'enseignants prend cette tâche au sérieux, en attirant l'attention sur la manière dont les produits chimiques sont éliminés après avoir été utilisés dans le cadre de travaux de laboratoire en classe.

Le programme Ecole-écologique est un réseau international présent dans plus de 72 pays. Son objectif est de sensibiliser les étudiants et les jeunes dès leur plus jeune âge aux questions relatives à la protection de l'environnement et de leur apprendre les moyens d'utiliser les ressources de manière durable.

Depuis 2012, Environmental Ambassadors for Sustainable Development (EASD), une ONG basée à Belgrade qui travaille sur des sujets liés à l'éducation et à la durabilité, est l'opérateur national serbe du réseau Ecole-écologique, supervisant près de 150 écoles maternelles, primaires, collèges et lycées en Serbie qui font partie du programme.

Les directeurs et les enseignants de ces établissements cherchent régulièrement des moyens d'être plus écologiquement rationnels. Et de nombreux professeurs d'écoles écologiques sont préoccupés par une situation à laquelle ils ont été confrontés : Comment éliminer rationnellement des produits chimiques utilisés dans les cours de chimie.

Les écoles dépendent financièrement des collectivités locales, qui ne disposent souvent pas d'un budget suffisant pour mettre en place des systèmes de gestion durable des déchets, sans parler d'un flux de déchets dangereux spécifique pour les laboratoires de chimie des écoles. De plus, les enseignants ne sont généralement pas informés des procédures d'élimination de ces produits chimiques et n'ont pas les connaissances appropriées.

En conséquence, ils sont souvent simplement déversés dans les éviers des salles de classe - et directement dans le système d'évacuation des eaux usées, contribuant ainsi à la pollution de l'environnement. Les enseignants conscients des conséquences négatives que cela pourrait avoir sur leur santé et celle de leur communauté peuvent choisir de ne pas se débarrasser de ces substances, mais comme ils n'ont nulle part où les mettre, cela signifie que des produits chimiques périmés depuis de nombreuses années sont toujours présents dans les salles de classe.

13 enseignantes des écoles écologiques interrogées par EASD ont convenu qu'il s'agissait du principal problème de sécurité chimique dans les écoles de Serbie.

En plus du manque de connaissances sur les problèmes liés à l'élimination informelle des déchets, le coût est un obstacle majeur à l'amélioration de la situation : il est très coûteux d'éliminer des produits chimiques potentiellement dangereux ou périmés.



Une école-écologique serbe, sur la motivation de son directeur « qui est très conscient des dangers de ces vieux produits chimiques périmés », a entrepris de les éliminer rationnellement. Ils ont acheté les conteneurs de stockage recommandés pour l'élimination des déchets dangereux, et ont enterré les produits chimiques à la profondeur appropriée dans le sol pour éviter toute fuite.

« Le directeur nous a dit qu'avec cet argent, ils auraient pu construire et équiper une cour d'école entière. Mais ils ont décidé de déplacer ces produits chimiques loin de l'école et des enfants », a déclaré EASD.

D'autres enseignants se concentrent sur la sensibilisation des élèves et de leurs parents à l'élimination des produits chimiques.

Zorica Milosavljevi, professeur de biologie dans une école primaire de ajetina, explique

« EN SUIVANT LES ÉTAPES DU PROGRAMME DES ÉCOLES-ÉCOLOGIQUES, ILS INFLUENCENT LE DÉVELOPPEMENT LOCAL, SENSIBILISENT LA POPULATION LOCALE ET ENCOURAGENT UN APPRENTISSAGE SUPPLÉMENTAIRE PAR DES ACTIONS PRATIQUES », ONT-ILS AJOUTÉ.

comment éliminer des médicaments périmés et de l'endroit où ils peuvent être apportés pour être éliminés, à la fois pendant les cours réguliers et pendant les activités extrascolaires, où les parents des élèves ou d'autres membres de la communauté pourraient écouter. Dans le cadre de son programme, elle demande

aux élèves de prêter attention à la production et à l'utilisation des produits chimiques qu'ils utilisent, du traitement des aliments aux emballages en passant par les produits d'hygiène, et de rechercher leur impact sur la santé.

L'accent mis par les enseignants et les autres acteurs de la communauté à ces sujets est particulièrement important dans des pays comme la Serbie, où il peut exister une réglementation nationale sur les produits chimiques et les déchets dangereux, mais où la mise en œuvre et l'application sont généralement faibles.

En s'engageant auprès de la communauté et en l'éduquant, en commençant par ses plus jeunes membres, le programme des écoles-écologiques espère créer un public mieux informé qui appellera à la mise en œuvre de politiques plus écologiques non seulement au niveau national mais aussi au niveau local.

Angelina Jovaševi, directrice d'une école-écologique à Luani, a donné un exemple de la manière dont le plaidoyer de ses élèves et de son école a réussi à persuader la municipalité locale de cesser d'utiliser une décharge qui se trouvait près de l'enceinte de l'école et qui avait servi depuis des années à éliminer différents types de déchets, notamment dangereux.

Angelina a souligné « l'importance de l'éducation et de la sensibilisation du public, mais aussi l'importance de la responsabilité personnelle et collective. »

Les enseignants ont ajouté que les questions environnementales n'étaient pas à l'ordre du jour en Serbie il y a trente ou quarante ans.

Mais en rejoignant le programme des écoles-écologiques, les établissements d'enseignement peuvent « devenir des ambassadeurs du développement durable dans leurs communautés. »

« En suivant les étapes du programme des écoles-écologiques, ils influencent le développement local, sensibilisent la population locale et encouragent un apprentissage supplémentaire par des actions pratiques », ont-ils ajouté. ■



Soutenu par:

